

L'état de l'ESR et des mouvements syndicaux au Liban

Ce texte est issu d'une rencontre entre la section SNTRS-CGT de l'IRD et deux collègues du Liban, Wafaa Noun, physicienne, enseignante chercheuse à l'Université libanaise (UL) et Faten El Hajj, journaliste spécialiste des questions d'éducation au journal libanais Al Akhbar. C'est le premier d'une série visant à faire le point sur l'état de l'ESR et des mouvements syndicaux et sociaux dans différents pays du monde. L'objectif est de repenser les collaborations scientifiques dans le cadre de la division internationale du travail, à travers les témoignages de nos collègues.

Au Liban, il y a une seule université publique (l'Université Libanaise) qui concentre un peu moins de la moitié des étudiant.es du pays.

La majorité des étudiant.es libanais.es se répartissent ainsi aujourd'hui dans une quarantaine d'universités privées.

Ceci n'a pas toujours été le cas et fait suite à la mise en place de politiques d'inspiration néo-libérale à partir de la fin de la guerre (années 90) et la prolifération d'universités axées sur le marché, et en partie financées par des investissements publics.

L'Université libanaise (UL) n'a été fondée qu'en 1951, cinq ans après l'indépendance du pays

sous mandat français jusqu'en 1946, suite à un large mouvement social engageant étudiants, syndicats et partis politiques progressistes, dont le mot d'ordre était le suivant: « Pas de réelle indépendance sans un enseignement national universitaire ». Cela a inauguré le début de la démocratisa-

tion de l'enseignement supérieur, qui devient alors un bien public indépendant des autorités religieuses, étrangères et des lois du marché. Cette dynamique est stoppée avec le début de la guerre en 1975 qui va durer 15 ans et aboutir au démembrement de cette université en plusieurs antennes et à la main-mise des partis politiques confessionnels qui se répartiront, officiellement, la gestion des différents campus.

Depuis 2019, la société libanaise s'enfonce dans la plus grande crise de son histoire contemporaine.

Celle-ci touche les différents secteurs du pays, et en particulier l'enseignement supérieur, maillon clé d'un modèle économique d'inspiration néolibérale basé notamment sur l'exportation massive d'une main-d'œuvre hautement qualifiée. La crise touche en particulier l'université publique qui

a connu des coupures budgétaires drastiques alors que ses enseignants perdaient plus de 90 % de leur salaire en raison de la dévaluation de la livre libanaise conduisant plusieurs d'entre eux à s'expatrier.

L'affaiblissement de l'université publique, orchestrée par l'oligarchie politique depuis de nombreuses années, sert les intérêts de certaines universités privées qui ont vu leurs effectifs d'étudiant.es et leurs profits augmenter, notamment depuis la crise.

Quid de la collaboration scientifique ?

Dans le public, les conditions de travail ne permettent plus de continuer à faire de la recherche.

Les budgets alloués étant très faibles, le recours aux collaborations avec des pays étrangers dont la France devient l'une des seules façons de pouvoir exercer son métier. De très nombreux chercheurs, en particulier à l'Université publique, ont fait leur thèse en France. Ils établissent donc des liens de collaboration avec leur laboratoire français où ils ont été formés. Le manque de budget touche particulièrement les disciplines des sciences humaines et sociales comme la sociologie ou les sciences politiques.

Les financements donnés pour la recherche sont souvent associés à des thèmes qui intéressent les pays qui donnent de l'argent et non pas les problématiques locales.

Il n'y a peu ou pas de possibilités de choisir ses axes de recherche.

Les financements via les appels d'offres vont surtout dans les universités privées

alors même que celles-ci ont déjà des moyens. Si dans le cadre de l'IRD, la majorité des collaborations se font avec l'université publique, tel n'est pas le cas pour les autres EPST français qui collaborent de plus en plus avec des universités privées. Cela encourage la formation de groupes d'in-

fluence au sein de pôles universitaires qui dominent la communauté scientifique et sous-traitent la recherche à certains laboratoires : pour faire de la recherche, il faut rentrer dans le groupe et mettre les noms des gens qui ont de l'influence.

État des lieux du syndicalisme dans l'enseignement supérieur et la recherche.

Il n'y a pas de syndicat pour les enseignants-chercheurs ou le personnel de l'université que ce soit dans l'université publique ou les universités privées.

Une Ligue des professeurs de l'Université publique a été fondée en 1975, qui sera active pendant un certain temps mais verra son rôle et ses orientations changer durant la guerre. En effet, la fin de la guerre s'accompagne d'une main mise des partis



politiques confessionnels sur les syndicats, et notamment sur la Confédération générale des travailleurs libanais (CGTL), créant par ailleurs leurs propres organisations et affaiblissant toute possibilité d'action politique indépendante, notamment parmi les étudiants et les professeurs de l'Université libanaise.

En 2013, la création d'un syndicat des professeurs des universités privées a été tentée sans succès.

A l'Université publique, la fragmen-

tation des statuts (4 catégories avec 4 types de contrats parmi les enseignants-chercheurs), orchestrée par l'oligarchie au pouvoir, ne facilite pas les mobilisations. Néanmoins,

en mai 2019, éclate le plus grand mouvement de grève récent, mené par les enseignants titulaires et une partie des contractuels

qui sont devenus majoritaires au sein de l'institution. Un collectif se crée qui réclame une augmentation des salaires et la titularisation des contractuels.

Ils sont rejoints au bout de quelques jours par les étudiants dont la mobilisation permet de durcir la grève. La grève dure 50 jours mais finit par être rompue suite à l'intervention du pouvoir politique qui fait pression sur les enseignants à travers la Ligue des professeurs qui lui est inféodée. Par contre, les étudiants continuent leur mobilisation et créent le Regroupement des étudiants de l'Université libanaise.

Ainsi, à l'aube du soulèvement populaire d'octobre 2019 au Liban, la confrontation était déjà ouverte avec l'oligarchie libanaise au sein du secteur public et les étudiants de l'UL, principalement issus des classes populaires et des classes moyennes qui étaient les fers de lance. Leur participation a été déterminante lors de l'Intifada.

Ceux-ci parviennent pendant quelques semaines à organiser des actions clés, comme l'envahissement de l'association des banques, le rassemblement organisé au Campus étudiant de Hadath que les étudiants ont rebaptisé Farajallah Hnén ou encore la manifestation étudiante du 12 novembre 2019, tout en ralliant à eux les étudiants du privé.

Durant le soulèvement de 2019, il y a également eu une autre tentative de créer un syndicat entre enseignants de l'université publique et des universités privées qui n'a, encore une fois, pas abouti pour diverses raisons, et notamment la faible connaissance du travail syndical parmi les membres. Beaucoup d'enseignants ont de plus

quitté le Liban depuis car ils n'étaient plus payés ou leur salaire avait drastiquement diminué en raison de la dévaluation de la livre libanaise. Il y a eu aussi une vague énorme de licenciement des enseignants du privé. Et chaque fois que des mouvements de grève ont été initiés, et il y en a eu plusieurs au cours des dernières années, les partis confessionnels au pouvoir bloquent. Si la création d'un syndicat national de l'enseignement supérieur et de la recherche, regroupant toutes les catégories des personnels de l'Université publique et des universités privées, a été évoquée à diverses reprises,

la situation actuelle est plutôt celle d'une quasi-absence du travail syndical dans ce champ, dans un contexte de crise multiforme affectant toute la société.

Côté étudiant, ces derniers n'ont presque jamais remis les pieds dans leur université depuis 2020, entravant toute possibilité d'organisation collective.

Pour aller plus loin, lire:

« Les universités libanaises : les mutations d'un secteur en danger » et « Les étudiants à l'avant-garde du soulèvement d'octobre 2019 » parus dans le dossier de la revue Moyen-Orient, numéro d'octobre-décembre 2022.

À écouter sur :

<https://www.rfi.fr/fr/podcasts/orient-hebdo/20221029-liban-l-universit%C3%A9-un-secteur-en-danger-au-c%C5%93ur-de-la-contestation>

Faten & Wafa

